

EVALUATION DE LA CONFORMITE REGLEMENTAIRE ET PLAN D’ACTION RATTACHE : ISDND NURLU

THEME : ICPE

Arrêté du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la rubrique n°2711, 2713, 2714 ou 2716 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l’environnement

Date de création : 08/06/2019  
Mise à Jour : 15/02/2023

N°	Titre	Sur titre	Articles	Exigences	Modification	Etat de conformité	Date dernière sauvegarde	Commentaire / constats
-		-	<b>Article 1</b>	Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2711, 2713, 2714 ou 2716.	05/02/2018	Pour information	15/02/2023	
			<b>Article 2</b>	<u>Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations enregistrées à compter du 1er juillet 2018.</u> <u>Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations existantes, enregistrées avant le 1er juillet 2018, dans les conditions précisées en annexe I. Les prescriptions auxquelles les installations existantes sont déjà soumises demeurent applicables jusqu'à l'entrée en vigueur de ces dispositions.</u> <u>Ces dispositions s'appliquent sans préjudice de prescriptions particulières dont peut être assorti l'arrêté d'enregistrement dans les conditions fixées par les articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du code de l'environnement.</u>	05/02/2018	Pour information	15/02/2023	
-		-	<b>Article 3</b>	Définitions : au sens du présent arrêté, on entend par : « Produits dangereux et matières dangereuses » : substance ou mélange classé suivant les « classes et catégories de danger définies à l’annexe I, parties 2, 3 et 4 du règlement (CE) n° 1272/2008 relatif à la classification, l’étiquetage et l’emballage des substances et des mélanges » dit CLP. Ce règlement a pour objectif de classer les substances et mélanges dangereux et de communiquer sur ces dangers via l’étiquetage et les fiches de données de sécurité. « Épandage » toute application de déchets ou effluents sur ou dans les sols agricoles. « Émergence » : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation); « Zones à émergence réglementée » : - l’intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier d’enregistrement, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l’exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles, - les zones constructibles définies par des documents d’urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d’enregistrement, - l’intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d’enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l’exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles. L’exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : — une copie de la demande d’enregistrement et du dossier qui l’accompagne, — le dossier d’enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l’installation, — l’arrêté d’enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l’installation, — les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années, — le registre rassemblant l’ensemble des déclarations d’accidents ou d’incidents faites à l’inspection des installations classées, — les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : - le plan des bâtiments (cf. article 9) ; - les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des bâtiments (cf. article 6) ; - les éléments justifiant la conformité, l’entretien et la vérification des installations électriques, (cf. article 10) ; - les consignes d’exploitation (cf. article 12) ; - les informations préalables des produits et/ou déchets réceptionnés sur le site de l’installation (cf. article 13) ; - le cas échéant, les documents requis par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets (cf. article 13) ; - le registre des déchets (cf. article 13) ; - le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. article 14) ; - le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s’assurer la bonne marche de l’installation de traitement des effluents si elle existe au sein de l’installation (cf. article 16) ; - les résultats de l’autosurveillance eau (cf. article 20). Ce dossier est tenu à la disposition de l’inspection des installations classées.	05/02/2018	Pour information	15/02/2023	
Chapitre I : Dispositions générales			<b>Article 4 (dossier Installation classée)</b>		11/01/2019	Conforme	15/02/2023	Classement de l'arrêté d'enregistrement, des plans et des différents documents relatifs à l'exploitation de la plateforme avec l'ensemble des pièces relatives à l'exploitation de l'ISDND de Nurlu.
						Conforme	15/02/2023	Voir étude des flux thermique La distance sera respectée ou les dispositions prises pour justifier que les effets létaux restent à l'intérieur du site.
Chapitre I : Dispositions générales			<b>Article 5 (implantation)</b>	Pour les rubriques n°2711, 2714 ou 2716, les parois extérieures des bâtiments où sont entreposés des déchets (ou les éléments de structure dans le cas d’un bâtiment ouvert ou les limites des aires d’entreposage dans le cas d’un entreposage à l’extérieur) sont suffisamment éloignées : — des constructions à usage d’habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l’habitation, à l’exclusion des installations connexes aux bâtiments, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l’exploitation de l’installation, d’une distance correspondant aux effets létaux en cas d’incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m2) ; — des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de réception et d’expédition des déchets et des éventuels magasins ou espaces de présentation d’équipements ou pièces destinés au réemploi ou à la réutilisation, sans préjudice du respect de la réglementation en matière d’ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d’eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d’infiltration d’eaux pluviales et de réserve d’eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l’exploitation de l’installation, d’une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d’incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m2). Les distances sont au minimum soit celles calculées pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUIMOLOG (référéncée dans le document de l'INERIS « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt », partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques. Les parois extérieures du bâtiment où sont entreposés des déchets, les éléments de structure dans le cas d’un bâtiment ouvert ou <b>les limites des aires d’entreposage dans le cas d’un entreposage à l’extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l’enceinte de l’établissement</b> , à moins que l’exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m2) restent à l’intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la <b>mise en place d’un dispositif séparatif E120</b> . Les parois externes des bâtiments ou les éléments de structure dans le cas d’un bâtiment ouvert sont suffisamment éloignés des aires extérieures d’entreposage et de manipulation des déchets et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d’un incendie pouvant se propager aux bâtiments. Pour toutes les rubriques concernées par l’arrêté, l’installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.	11/01/2019			

N°	Titre	Sur titre	Articles	Exigences	Modification	Etat de conformité	Date dernière sauvegarde	Commentaire / constats
Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions	Section I : Dispositions constructives	<b>Article 6 (comportement au feu)</b>		Les bâtiments où sont entreposés ou manipulés des métaux, alliages de métaux ou des déchets présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• murs extérieurs REI 120 pour les rubriques n°2711, 2714 ou 2716 et A2s1d0 pour la rubrique n°2713 ;</li><li>• murs extérieurs REI 120 pour les rubriques n°2711, 2714 ou 2716 et E 30 pour la rubrique n°2713 ;</li><li>• murs séparatifs REI 120 pour les rubriques n°2711, 2714 ou 2716 et E 30 pour la rubrique n°2713 ;</li><li>• planchers/sol REI 120 pour les rubriques n°2711, 2714 ou 2716 et REI 60 pour la rubrique n°2713 ;</li><li>• portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincaileries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120 pour les rubriques n°2711, 2714 ou 2716 et E 30 pour la rubrique n°2713 ;</li><li>• toitures et couvertures de toiture BROOF (I3).</li></ul> Les autres locaux et bâtiments présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes pour les rubriques n°2711, 2714 ou 2716 : <ul style="list-style-type: none"><li>• matériaux de classe A2s1d0 ;</li><li>• murs extérieurs E 30 ;</li><li>• murs séparatifs E 30 ;</li><li>• planchers/sol REI 60 ;</li><li>• portes et fermetures E 30 ;</li><li>• toitures et couvertures de toiture BROOF (I3)</li></ul> Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. S'il existe une chaufferie, elle est située dans un local exclusivement réservé à cet effet.	11/01/2019	Conforme	15/02/2023	Le bâtiment de tri présentera : <ul style="list-style-type: none"><li>- une structure est R15 ;</li><li>- des matériaux sont de classe A2s1d0 ;</li><li>- une toiture et une couverture de classe BROOF (I3) ;</li><li>- un soubassement en béton sur une hauteur de 2 m coupe feu 2h ;</li><li>- des dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent en cas de passages de gaines et canalisations.</li></ul>
				<b>I. Accessibilité</b> L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins des services d'incendie et de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnement sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Une des façades de chaque bâtiment fermé est équipée d'ouvrants présentant une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre.	11/01/2019	Conforme	15/02/2023	Accès à l'ISDND et à la plateforme existante conforme dans le cadre de l'exploitation de l'ISDND et à toute activité sur la plateforme. Le bâtiment est ouvert sur un côté
	Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions	Section I : Dispositions constructives	<b>Article 7 (accessibilité)</b>	<b>II. Accessibilité des engins à proximité de l'installation</b> Au moins une voie « engins » est maintenue dégagée pour : <ul style="list-style-type: none"><li>- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;</li><li>- l'accès au bâtiment ;</li><li>- l'accès aux aires de mise en station des moyens élévateurs aériens ;</li><li>- l'accès aux aires de stationnement des engins pompes.</li></ul> Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;</li><li>- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de S = 15/R mètres est ajoutée ;</li><li>- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;</li><li>- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;</li><li>- elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction ;</li><li>- aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et les aires de stationnement des engins pompes.</li></ul> En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.	05/02/2018	Conforme	15/02/2023	Actuellement, il existe une voie d'accès bituminée à l'ancienne plateforme compostage (qui sera remplacée par la plateforme bois).  Cette voie d'accès est actuellement conforme dans le cadre de l'exploitation de l'ISDND.
Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions	Section I : Dispositions constructives	<b>Article 7 (accessibilité)</b>		<b>III. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site (rubriques n°2711, 2714 ou 2716)</b> Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont : <ul style="list-style-type: none"><li>- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin,</li><li>- longueur minimale de 10 mètres,</li><li>- présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».</li></ul>	11/01/2019	Conforme	15/02/2023	Dispositions actuelles d'aménagement des accès validées par le SDIS dans le cadre de l'exploitation de l'ISDND.  Route large et bonne visibilité.
				<b>IV. Aires de mise en station des moyens élévateurs aériens (installations de gestion de déchets combustibles ou inflammables)</b> Les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens élévateurs aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie au II. 1° Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens. Chacune de ces aires de mise en station des moyens élévateurs aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- la largeur utile est au minimum de 7 mètres et la longueur au minimum de 10 mètres, avec un positionnement de l'aire permettant un stationnement parallèle au bâtiment ;</li><li>- la pente est au maximum de 10 % ;</li><li>- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum ;</li><li>- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm2 ;</li><li>- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens élévateurs aériens à la verticale de cette aire ;</li><li>- elle comporte une matérialisation au sol ;</li></ul> - elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours ; - elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction. 2° Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des services d'incendie et de secours, une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades. Chacune de ces aires respecte les caractéristiques définies au 1°, à l'exception des caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- le positionnement de l'aire permet un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;</li><li>- la distance par rapport à la façade est inférieure à 1 mètre.</li></ul> Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens élévateurs aériens définies au 2°, et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.	11/01/2019	Conforme	15/02/2023	Le bâtiment sera desservie par au moins une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens.
				<b>V. - Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins (installations de gestion de déchets combustibles ou inflammables)</b> A partir de chaque voie « engins » ou aire de mise en station des moyens élévateurs aériens est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de				

N°	Titre	Sur titre	Articles	Exigences	Modification	Etat de conformité	Date dernière sauvegarde	Commentaire / constats
	Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions	Section I : Dispositions constructives	<b>Article 8 (désenfumage)</b>	Les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2% de la surface au sol du bâtiment. Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m² est prévue pour 250 m² de superficie projetée de toiture. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.	11/01/2019	Conforme	15/02/2023	Le bâtiment sera équipé d'un : - bardage ajourée permettant une évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie ; - de dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre en toiture passifs (ouvertures permanentes) dans la mesure où les déchets manipulés sont essentiellement non odorants. La surface utile d'ouverture sera compris entre 30 et 32 m² (2% de la surface au sol du bâtiment).
						Conforme	15/02/2023	Avant de débiter l'exploitation de la plateforme projetée, COVED disposera de l'ensemble des moyens de lutte incendie nécessaires, définis à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, et notamment : - D'un plan de l'aire d'entreposage, - D'une réserve incendie pour l'extinction d'un éventuel incendie d'une capacité de 500 m3 (cf. dimensionnement ci-dessous) ; - D'une capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie au niveau du bassin de gestion des eaux de la plateforme existante ; - Les extincteurs au niveau de la plateforme en complément de ceux actuellement existants et positionnés dans les lieux présentant des risques spécifiques ; - Un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. Ces moyens de lutte seront maintenus en bon état et régulièrement vérifiés. Ces moyens de lutte sont répertoriés dans le Plan d'Urgence Incendie (PUI) dont dispose COVED Environnement. Il est à noter que l'ISDND de COVED réalise régulièrement des exercices incendie avec la caserne des sapeurs-incendie.
	Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions	Section I : Dispositions constructives	<b>Article 9 (moyens de lutte contre l'incendie)</b>	L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : - d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : 1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; 2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m3/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les moyens des services d'incendie et de secours) ; - d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ; - d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.	11/01/2019	Conforme	15/02/2023	Contrôle périodique obligatoire annuel, enregistré dans le tableau de suivi réglementaire
	Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions	Section II : Dispositif de prévention des accidents	<b>Article 10 (installations électriques et mise à la terre)</b>	L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.	11/01/2019	Conforme	15/02/2023	Contrôle périodique obligatoire annuel, enregistré dans le tableau de suivi réglementaire
	Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions	Section III : dispositif de rétention des pollutions accidentelles	<b>Article 11</b>	I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : o 100 % de la capacité du plus grand réservoir, o 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : o dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts, o dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, o dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.	11/01/2019	Conforme	15/02/2023	régle de stockage spécifique au parc engins et au bâtiment de transfert
	Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions	Section III : dispositif de rétention des pollutions accidentelles	<b>Article 11</b>	II. - La capacité de rétention est étanche aux liquides qu'elle contient et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des liquides incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.	11/01/2019	Conforme	15/02/2023	régle de stockage spécifique à l'atelier
	Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions	Section III : dispositif de rétention des pollutions accidentelles	<b>Article 11</b>	III. Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.	11/01/2019	Conforme	15/02/2023	La plateforme existante est étanche et équipée de façon à recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement.  De l'adsorbant est disponible en cas de déversement accidentel.



N°	Titre	Sur titre	Articles	Exigences	Modification	Etat de conformité	Date dernière sauvegarde	Commentaire / constats
	Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions	Section III : dispositif de rétention des pollutions accidentelles	<b>Article 11</b>	IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureuse de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part, - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.	11/01/2019	Conforme	15/02/2023	La plateforme est connectée via un système à un bassin de gestion des eaux susceptibles d'être polluées. Les voiries sont raccordées au réseau de gestion des eaux pluviales.
	Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions	Section IV : dispositions d'exploitation	<b>Article 12 (Consignes d'exploitation)</b>	Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.	11/01/2019	Conforme	15/02/2023	Consignes d'exploitatio prévue
	Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions	Section IV : dispositions d'exploitation	<b>Article 12 (Consignes d'exploitation)</b>	Seuls les déchets non dangereux sont admis, à l'exception des installations classées sous la rubrique n° 2711, qui peuvent accepter des déchets d'équipements électriques et électroniques dangereux. L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.	11/01/2019	Conforme	15/02/2023	Il est prévu d'admettre uniquement des déchets non dangereux
	Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions	Section IV : dispositions d'exploitation	<b>Article 13 (gestion des produits et déchets réceptionnés)</b>	<b>I. Admissibilité des produits et déchets</b> Seuls les déchets non dangereux sont admis, à l'exception des installations classées sous la rubrique n° 2711, qui peuvent accepter des déchets d'équipements électriques et électroniques dangereux. L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.	11/01/2019	Conforme	15/02/2023	Conforme
	Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions	Section IV : dispositions d'exploitation	<b>Article 13 (gestion des produits et déchets réceptionnés)</b>	<b>II. Procédure d'information préalable</b> Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires. a) Informations à fournir : - source (producteur) et origine géographique du déchet ; - informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ; - données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ; - apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ; - code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ; - résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ; - au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri. b) Conditions d'admission en cas d'épandage de certaines matières ou déchets L'exploitant doit s'assurer du caractère épandable des matières ou déchets dès l'admission. Dans ce cas, l'information préalable contient a minima les éléments suivants pour la caractérisation des matières entrantes : - dans le cas de sous-produits animaux au sens du règlement (CE) n° 1069/2009, indication de la catégorie correspondante et d'un éventuel traitement préalable d'hygiénisation ; l'établissement devra alors disposer de l'agrément sanitaire prévu par le règlement (CE) n° 1069/2009, et les dispositifs de traitement de ces sous-produits seront présentés au dossier ; - les conditions de son transport ; - le cas échéant, les précautions supplémentaires à prendre, notamment celles nécessaires à la prévention de la formation d'hydrogène sulfuré consécutivement au mélange de matières avec des matières déjà présentes sur le site. L'information préalable mentionnée précédemment est complétée par la description du procédé conduisant à leur production et par leur caractérisation au regard des substances mentionnées à l'annexe 7a de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation modifié. Dans le cas d'une admission de boues d'épuration domestiques ou industrielles, celles-ci doivent être conformes à l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé ou à l'arrêté du 2 février 1998 mentionné à l'alinéa précédent, et l'information préalable précise également : - pour les boues urbaines, le recensement des effluents non domestiques traités par le procédé décrit ; - une liste des contaminants susceptibles d'être présents en quantité significative au regard des installations raccordées au réseau de collecte dont les eaux sont traitées par la station d'épuration ; - une caractérisation de ces boues au regard des substances pour lesquelles des valeurs limites sont fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé, réalisée selon la fréquence indiquée dans cet arrêté sur une période de temps d'une année. c) Essais à réaliser : Les données concernant la composition du déchet et l'ampleur des essais requis en laboratoire dépendent du type de déchets. Notamment, les déchets municipaux classés comme non dangereux, les fractions non dangereuses collectées séparément des déchets ménagers et les déchets non dangereux de même nature provenant d'autres origines (déchets de métaux, déchets de papiers, cartons, plastiques	11/01/2019	Conforme	15/02/2023	Il est prévu de mettre en place une procédure identique à celle de l'ISDND

N°	Titre	Sur titre	Articles	Exigences	Modification	Etat de conformité	Date dernière sauvegarde	Commentaire / constats
Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions	Section IV : dispositions d'exploitation	Article 13 (gestion des produits et déchets réceptionnés)		<b>III. Procédure d'admission</b> L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des produits et déchets. Les produits et déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation. a) Lors de l'arrivée des produits ou déchets sur le site, l'exploitant : — vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ; — vérifie, le cas échéant, les documents requis par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ; — réalise une pesée ; — réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; — réalise un contrôle de non-radioactivité du chargement pour les métaux ou déchets de métaux. Les produits ou déchets émettant des rayonnements ionisants sont écartés, signalés à l'inspection des installations classées et traités dans les conditions prévues à l'article L. 542-1 du code de l'environnement ; — délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. b) Dans le cas de flux importants et uniformes de produits ou déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination. c) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du produit ou déchet reçu avec le produit ou déchet annoncé, l'exploitant informe sans délai le producteur, la (ou les) collectivité(s) en charge de la collecte ou le détenteur du produit ou déchet. Le chargement est alors refusé, en partie ou en totalité. L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus, une copie de la notification motivée du refus du chargement, au producteur, à la (ou aux) collectivité(s) en charge de la collecte ou au détenteur du produit ou déchet. d) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un produit ou déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le produit ou le déchet. Il peut également les refuser. Les produits et déchets non conformes aux produits et déchets admissibles dans l'installation sont retournés au déposant ou envoyés vers une installation autorisée à les gérer. Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.	11/01/2019	Conforme	15/02/2023	Il est prévu de mettre en place une procédure identique à celle de l'ISDND
Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions	Section IV : dispositions d'exploitation	Article 13 (gestion des produits et déchets réceptionnés)		<b>IV. Entreposage des produits et déchets</b> Les aires de réception, de transit, regroupement et tri des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des produits ou déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur.	11/01/2019	Conforme	15/02/2023	Les aires seront clairement repérées. Il est prévu un suivi des volumes présents à l'aide des moyens nécessaires. La hauteur n'excèdera pas 6 m
Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions	Section IV : dispositions d'exploitation	Article 13 (gestion des produits et déchets réceptionnés)		<b>V. Opérations de tri des produits et déchets</b> Les produits et déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination). <b>Dispositions particulières aux déchets d'équipements électriques et électroniques</b> Les équipements de froid ayant des mousses isolantes contenant des substances visées à l'article R.543-75 du code de l'environnement sont éliminés dans un centre de traitement équipé pour le traitement de ces mousses et autorisé à cet effet. Lorsqu'ils sont identifiés, les condensateurs, les radiateurs à bain d'huile et autres déchets susceptibles de contenir des PCB sont séparés dans un bac étanche spécialement affecté et identifié. Leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée. Les déchets de tubes fluorescents, lampes basse énergie et autres lampes spéciales autres qu'à incandescence sont stockés et manipulés dans des conditions permettant d'en éviter le bris, et leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée respectant les conditions de l'arrêté du 23 novembre 2005 susvisé ou remis aux personnes tenues de les reprendre, en application des articles R.543-188 et R. 543-195 du code de l'environnement ou aux organismes auxquels ces personnes ont transféré leurs obligations. Dans le cas d'un épannage accidentel de mercure, l'ensemble des déchets collectés est rassemblé dans un contenant assurant l'étanchéité et pourvu d'une étiquette adéquate, pour être expédié dans un centre de traitement des déchets mercuriels.	11/01/2019	Conforme	15/02/2023	Uniquement bois de catégorie B broyés, des matelas, des plastiques sur la plateforme. Les déchets réceptionnés seront déjà triés.
Chapitre III : Émissions dans l'eau	Section I : Collecte et rejet des effluents	Article 14 (collecte des effluents)		Tous les effluents aqueux sont canalisés. Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales. Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise. Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.	11/01/2019	Conforme	15/02/2023	Les effluents aqueux générés sont:  - Les eaux pluviales des voiries d'ores et déjà collectées par le dispositif de gestion des EP actuel.  Ces eaux sont rejetées après pré-traitement par déboureur/déshuileur et analyses vers un bassin d'infiltration.  - Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées de la plate-forme sont collectées au niveau de la plate-forme et envoyées vers le bassin d'infiltration.  - Les eaux pluviales non en contact avec les déchets (toiture du bâtiment) seront envoyées, si possible technique, vers les eaux pluviales des voiries du site.
				Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (DCO, concentration en polluant, ...). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.				
Chapitre III : Émissions dans l'eau	Section I : Collecte et rejet des effluents	Article 16 (rejet des effluents)		Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.	11/01/2019	Conforme	15/02/2023	Les effluents sont traités à l'aide d'un déboureur/déshuileur régulièrement entretenu.
Chapitre III : Émissions dans l'eau	Section II : Valeurs limites d'émission	Article 17 (VLE pour rejet dans le milieu naturel)		Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.  Voir tableau AP	11/01/2019	Conforme	15/02/2023	Les eaux susceptibles d'être polluées sont pré-traitées dans un déboureur/déshuileur, retenus dans les bassins d'eaux pluviales étanches, contrôlées pour vérifier le respect des VLE de l'AMPG puis, si les contrôles sont conformes, envoyées dans le bassin d'infiltration.

N°	Titre	Sur titre	Articles	Exigences	Modification	Etat de conformité	Date dernière sauvegarde	Commentaire / constats
Chapitre III : Émissions dans l'eau	Section II : Valeurs limites d'émission	Article 18 (raccordement à une station d'épuration)		Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement, sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte. Les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent pas : o MEST : 600 mg/l ; o DCO : 2 000 mg/l ; Toutefois, les valeurs limites de rejet peuvent être supérieures aux valeurs ci-dessus si les autorisations et éventuelles conventions de déversement l'autorisent et dans la mesure où il a été démontré que le bon fonctionnement des réseaux, des équipements d'épuration, ainsi que du système de traitement des boues n'est pas altéré par ces dépassements. Cette disposition s'applique également pour une installation raccordée à une station d'épuration industrielle (2750) ou mixte (rubrique 2752) dans le cas de rejets de micropolluants. Pour une installation raccordée à une station d'épuration urbaine et pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel. Pour la température, le débit et le pH, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter.	11/01/2019	Non concerné	15/02/2023	Pas de raccordement en STEP
				Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. La mesure est réalisée à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie. Les contrôles se font, sauf stipulation contraire de la norme appliquée (si une norme est appliquée), sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents. Dans le cas où une autosurveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une auto-surveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.	11/01/2019	Conforme	15/02/2023	Les prélèvements seront conformes
Chapitre III : Émissions dans l'eau	Section II : Valeurs limites d'émission	Article 20		Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.	11/01/2019	Conforme	15/02/2023	Analyse prévu par organisme extérieur
Chapitre IV : Émissions dans l'air	Section II : Valeurs limites d'émission	Article 21 (épandage)		Sans préjudice des articles R.211-29 et D.543-226-1 du code de l'environnement, ni du code rural et des pêches maritimes, l'application de déchets ou effluents sur ou dans les sols n'est autorisée que pour la rubrique n° 2716 et sous réserve que chacune de ces matières remplitse des son admission sur l'installation avant regroupement, les conditions techniques et réglementaires pour être répandues. L'épandage se fait dans le respect des conditions de l'annexe I du présent arrêté. Toute l'application d'un autre déchet et effluent sur ou dans les sols est interdite.	11/01/2019	Non concerné	15/02/2023	
				L'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses : o les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées, o les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin, o s'il est fait l'usage de bennes ouvertes, les produits et déchets entrant et sortant du site sont couverts d'une bâche ou d'un filet, o toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles, ainsi que pour en assurer la destruction	11/01/2019	Conforme	15/02/2023	Pas d'épandage • Limitation des poussieres et des envois pendant les périodes de sécheresse et périodes venteuses par des campagnes d'arrosage ou de brumisation des stocks de bois ou des voiries ou lors des opérations de broyage • Usage de l'eau pluviale si possible pour l'arrosage
Chapitre IV : Émissions dans l'air	Section II : Valeurs limites d'émission	Article 23 (odeurs)		Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins d'entreposage, etc.) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement, etc.). L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins d'entreposage ou dans les canaux à ciel ouvert.	11/01/2019	Conforme	15/02/2023	Absence d'odeurs liées au stockage du bois, de la ferraille, plastique... (déchets non fermentescibles)
Chapitre IV : Émissions dans l'air	Section II : Valeurs limites d'émission	Article 24 (Fluides frigorigènes		Toutes dispositions sont prises pour éviter le rejet à l'atmosphère des fluides frigorigènes halogénés contenus dans des déchets d'équipements de production de froid, y compris de façon accidentelle lors de leur manipulation. Le dégazage du circuit réfrigérant de ces équipements est interdit.	11/01/2019	Non concerné	15/02/2023	
Chapitre V : Bruit	Section II : Valeurs limites d'émission	Article 25 (généralités)		<u>I. Valeurs limites de bruit</u> Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant : voir tableau. De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus. <u>II. Appareils de communication</u> L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.	11/01/2019	Conforme	15/02/2023	Etude bruits réalisé le 18 octobre 2018 dans le cadre de l'exploitation de l'ISDND. Respect de la réglementation en vigueur pour les véhicules et les émissions sonores Contrôle périodique tous les 3 ans Limitation de la vitesse pour la circulation des poids lourds et sensibilisation à l'éco conduite et au recyclage des déchets ou leur valorisation énergétique, en particulier le bois. La quantité de déchets produits par l'installation est globalement nulle.
				L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour : — en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets qu'il génère, — assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre : a) la préparation en vue de la réutilisation ; b) le recyclage ; c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ; d) l'élimination.	05/02/2018	Conforme	15/02/2023	
Chapitre VII : Exécution	Section II : Valeurs limites d'émission	Article 27		Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 2018.	05/02/2018	Pour information	15/02/2023	
Chapitre VII : Exécution	Section II : Valeurs limites d'émission	Article 27		Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.	05/02/2018	Pour information	15/02/2023	
Chapitre VII : Exécution	Section II : Valeurs limites d'émission	Article 28		Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.	11/06/2018	Pour information	15/02/2023	
Annexes	Annexe I	DISPOSITIONS TECHNIQUES EN MATIÈRE D'ÉPANDAGE		L'épandage des déchets respecte les dispositions suivantes, sans préjudice des dispositions de la réglementation relative aux nitrates d'origine agricole :	11/06/2018	Non concerné	15/02/2023	



N°	Titre	Sur titre	Articles	Exigences	Modification	Etat de conformité	Date dernière sauvegarde	Commentaire / constats
			<b>1. Généralités :</b>	Le déchet épandu a un intérêt pour les sols ou la nutrition des cultures et son application ne porte pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures ni à la qualité des sols et des milieux aquatiques et est mis en œuvre afin que les nuisances soient réduites au minimum. En cas de risque de dépassement des capacités de stockage du déchet, l'exploitant évalue les capacités complémentaires de stockage à mettre en place, décrit les modifications à apporter aux installations et en informe préalablement le préfet. A défaut, il identifie les installations de traitement du déchet auxquelles il peut faire appel. Une étude préalable d'épandage précise l'innocuité (dans les conditions d'emploi) et l'intérêt agronomique des déchets au regard des paramètres définis au point II ci-après, l'aptitude du sol à les recevoir, et le plan d'épandage détaillé ci-après. Cette étude justifie la compatibilité de l'épandage avec les contraintes environnementales recensées et les documents de planification existants, notamment les plans prévus à l'article L. 541-14 du code de l'environnement et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux, prévus aux articles L. 212-1 et 3 du code de l'environnement.	11/06/2018	Non concerné	15/02/2023	
			<b>2. L'étude préalable et le plan d'épandage :</b>	L'étude préalable comprend notamment : - la caractérisation des déchets à épandre : quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique au regard des paramètres définis au point II ci-après, état physique, traitements préalables (déshydratation, pressage, chaulage...) en distinguant les formes liquides, pâteuses ou solides ; - l'indication des doses de déchets à épandre selon les différents types de culture à fertiliser et les rendements prévisionnels des cultures ; - l'emplacement, le volume, les caractéristiques et les modalités d'emploi des stockages de déchets en attente d'épandage ; - la description des caractéristiques des sols notamment au regard des paramètres définis à la partie 6, au vu d'analyses datant de moins d'un an ; - la localisation, le volume et les caractéristiques des ouvrages d'entreposage ; - la démonstration de l'adéquation entre les surfaces agricoles maîtrisées par les exploitants ou mises à sa disposition par des prêteurs de terre et les flux de déchets à épandre (productions, doses à l'hectare et temps de retour sur une même parcelle) ; Au vu de cette étude préalable, un plan d'épandage est réalisé, il est constitué : - d'une carte à une échelle minimum de 1/25 000e permettant de localiser les surfaces où l'épandage est possible compte tenu des exclusions mentionnées au point g « Règles d'épandages ». Cette carte fait apparaître les contours et les numéros des unités de surface permettant de les repérer, ainsi que les zones exclues à l'épandage ; - d'un document mentionnant l'identité et l'adresse des prêteurs de terres qui ont souscrit un contrat écrit avec l'exploitant, précisant notamment leurs engagements et responsabilités réciproques ; - d'un tableau référençant les surfaces repérées sur le support cartographique et indiquant, pour chaque unité, les numéros d'îlots de référence PAC ou à défaut les références cadastrales, la superficie totale et la superficie épandable, ainsi que le nom de l'exploitant agricole. Toute modification du plan d'épandage doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet.	11/06/2018	Non concerné	15/02/2023	
			<b>3. Les règles d'épandage :</b> <b>3.1. Les apports</b>	Les apports d'azote, de phosphore et de potasse toutes origines confondues, organique et minérale, sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la rotation des cultures ainsi que de la nature particulière des terrains et de leur teneur en éléments fertilisants. Pour ces éléments, la fertilisation est équilibrée et correspond aux capacités exportatrices de la culture concernée. La fertilisation azotée organique est interdite sur toutes les légumineuses sauf la luzerne et les prairies d'association graminées-légumineuses.	11/06/2018	Non concerné	15/02/2023	
			<b>3. Les règles d'épandage :</b> <b>3.2. Caractéristique des matières épandues</b>	Le pH des déchets est compris entre 6,5 et 8,5. Toutefois, des valeurs différentes peuvent être retenues sous réserve de conclusions favorables de l'étude préalable. Les déchets ne peuvent être répandus : - si les teneurs en éléments-traces métalliques dans les sols dépassent l'une des valeurs limites figurant au tableau 2 du point I ci-dessous. - dès lors que l'une des teneurs en éléments ou composés indésirables contenus dans le déchet excède les valeurs limites figurant aux tableaux 1 a ou 1 b du point I ci-dessous ; - dès lors que le flux, cumulé sur une durée de dix ans, apporté par les déchets sur l'un de ces éléments ou composés excède les valeurs limites figurant aux tableaux 1 a ou 1 b du point I ci-dessous. En outre, lorsque les déchets sont répandus sur des pâturages, le flux maximum des éléments-traces métalliques à prendre en compte, cumulé sur une durée de dix ans, est celui du tableau 3 du point I ci-dessous. Les déchets ne contiennent pas d'éléments ou substances indésirables autres que ceux listés au point I ci-dessous ni d'agents pathogènes. Les déchets ne doivent pas être épandus sur des sols dont le pH avant épandage est inférieur à 6, sauf lorsque les trois conditions suivantes sont simultanément remplies : - le pH du sol est supérieur à 5 ; - la nature des déchets peut contribuer à remonter le pH du sol à une valeur supérieure ou égale à 6 ; - le flux cumulé maximum des éléments apportés aux sols est inférieur aux valeurs du tableau 3 ci-dessous.	11/06/2018	Non concerné	15/02/2023	
			<b>3. Les règles d'épandage :</b> <b>3.3. Programme prévisionnel d'épandage</b>	Un programme prévisionnel annuel d'épandage est établi, en accord avec les exploitants agricoles prêteurs de terres, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées. Il inclut également les parcelles du producteur de déchets lorsque celui-ci est également exploitant agricole. Ce programme comprend au moins : - la liste des parcelles concernées par la campagne ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'inter culture) sur ces parcelles ; - une caractérisation des différents types de déchets (liquides, pâteux et solides) et des différents lots à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, ainsi qu'au moins les teneurs en azote global et azote minéral et minéralisable disponible pour la culture à fertiliser, mesurées et déterminées sur la base d'analyses datant de moins d'un an) ; - les préconisations spécifiques d'apport des déchets (calendrier et doses d'épandage...) ; - l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage. Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il lui est adressé sur sa demande.	11/06/2018	Non concerné	15/02/2023	
			<b>3. Les règles d'épandage :</b> <b>3.4. Caractérisation des déchets</b>	La caractérisation des déchets à épandre fournie dans l'étude préalable doit être vérifiée par analyse avant le premier épandage.	11/06/2018	Non concerné	15/02/2023	
			<b>3. Les règles d'épandage :</b> <b>3.5. Cas d'une installation nouvelle</b>	Dans le cas d'une installation nouvelle, les données relatives aux caractéristiques des déchets et aux doses d'emploi sont actualisées et sont adressées au préfet à l'issue de la première année de fonctionnement.	11/06/2018	Non concerné	15/02/2023	
			<b>3. Les règles d'épandage :</b> <b>3.6. Prévention des nuisances</b>	Les déchets solides ou pâteux, non stabilisés ou fermentescibles, sont enfouis le plus tôt possible, dans un délai maximum de quarante-huit heures, pour réduire les nuisances olfactives et les pertes par volatilisation. Des dérogations à l'obligation d'enfouissement peuvent toutefois être accordées sur justification dans le dossier d'enregistrement pour des cultures en place à condition que celles-ci ne soient pas destinées à la consommation humaine directe. Lorsque les effluents sont susceptibles de contenir des micro-organismes pathogènes, l'épandage ne doit pas être réalisé par des dispositifs d'aéro-aspiration qui produisent des brouillards fins.	11/06/2018	Non concerné	15/02/2023	
			<b>3. Les règles d'épandage :</b> <b>3.7. Distances et délais d'épandage</b>	<a href="#">Sous réserve des prescriptions fixées en application de l'article L.20 du code de la santé publique, l'épandage de déchets respecte les distances et délais minima suivants :</a>	11/06/2018	Non concerné	15/02/2023	

N°	Titre	Sur titre	Articles	Exigences	Modification	Etat de conformité	Date dernière sauvegarde	Commentaire / constats
				Les périodes d'épandage et les quantités épandues sont adaptées de manière : - à empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, une percolation rapide ; - à empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque écotoxicologique ; - à empêcher le colmatage du sol, notamment par les graisses. L'épandage est interdit : - pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé, exception faite des déchets solides ; - pendant les périodes de forte pluviosité et pendant les périodes où il existe un risque d'inondation ; - en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies ou des forêts exploitées ; - sur les terrains à forte pente, dans des conditions qui entraîneraient leur ruissellement hors du champ d'épandage.	11/06/2018	Non concerné	15/02/2023	
			<b>3. Les règles d'épandage :</b> <b>3.8. Périodes d'épandage</b>	Toute anomalie constatée sur les sols, les cultures et leur environnement lors ou à la suite de l'épandage de déchets et susceptible d'être relation avec ces épandages doit sans délai être signalée à l'inspection des installations classées.	11/06/2018	Non concerné	15/02/2023	
			<b>4. Stockage des déchets ou effluents :</b>	Les ouvrages permanents d'entreposage de déchets sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable. Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés. Le dépôt temporaire de déchets, sur les parcelles d'épandage et sans travaux d'aménagement, n'est autorisé que lorsque les cinq conditions suivantes sont simultanément remplies : - les déchets sont solides et peu fermentescibles, à défaut, la durée du dépôt est inférieur à quarante-huit heures ; - toutes les précautions ont été prises pour éviter le ruissellement sur ou en dehors des parcelles d'épandage ou une percolation rapide vers les nappes superficielles ou souterraines ; - le dépôt respecte les distances minimales d'isolement définies pour l'épandage au point 7 sauf pour la distance vis-à-vis des habitations ou locaux habités par des tiers qui est toujours égale à 100 mètres. En outre, une distance d'au moins 3 mètres vis-à-vis des routes et fossés doit être respectée ; - le volume du dépôt doit être adapté à la fertilisation raisonnée des parcelles réceptrices pour la période d'épandage considérée ; - la durée maximale ne doit pas dépasser un an et le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans.	11/06/2018	Non concerné	15/02/2023	
			<b>5. Le cahier d'épandage :</b>	Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant, à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de dix ans, comporte pour chacune des parcelles (ou îlots) réceptrices épandues : - les surfaces effectivement épandues ; - les références parcellaires ; - les dates d'épandage ; - la nature des cultures ; - les volumes et la nature de toutes les matières épandues ; - les quantités d'azote global épandues toutes origines confondues ; - l'identification des personnes morales ou physiques chargées des opérations d'épandage ainsi que l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et les matières épandues avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation. Ce cahier d'épandage est renseigné de manière inaltérable une fois par semaine au cours desquelles des épandages ont été effectués. Lorsque les déchets sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est Les sols doivent être analysés sur chaque point de référence : - après l'ultime épandage, sur le ou les points de référence, sur chaque parcelle exclue du périmètre d'épandage ; - au minimum tous les dix ans. Ces analyses portent sur les éléments et substances figurant au paragraphe 6.2 ci-dessous. Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des sols sont conformes aux dispositions du paragraphe 6.3 ci-après.	11/06/2018	Non concerné	15/02/2023	
			<b>6. Les analyses :</b>		11/06/2018	Non concerné	15/02/2023	
			<b>6.1. Seuils en éléments-traces métalliques et en substances organiques</b>	<a href="#">voir tableaux</a>	11/06/2018	Non concerné	15/02/2023	
			<b>6.2. Eléments de caractérisation de la valeur agronomique des déchets et des sols</b>	Analyses pour la caractérisation de la valeur agronomique des déchets destinés à l'épandage : - matière sèche (%) ; matière organique (%) ; - pH ; - azote global ; - azote ammoniacal (en NH4) ; - rapport C/N ; - phosphore total (en P2O5) ; potassium total (en K2O) ; calcium total (en CaO) ; magnésium total (en MgO) ; oligo-éléments (B, Co, Cu, Fe, Mn, Mo, Zn). Cu, Zn et B seront mesurés à la fréquence prévue pour les éléments-traces. Les autres oligoéléments seront analysés dans le cadre de la caractérisation initiale des déchets. Analyses pour la caractérisation de la valeur agronomique des sols : - granulométrie ; Echantillonnage des sols : Les prélèvements de sol doivent être effectués dans un rayon de 7,50 mètres autour du point de référence repéré par ses coordonnées Lambert, à raison de 16 prélèvements élémentaires pris au hasard dans le cercle ainsi dessiné : - de préférence en fin de culture et avant le labour précédant la mise en place de la suivant ; - avant un nouvel épandage éventuel de déchets ou d'effluents ; - en observant de toute façon un délai suffisant après un apport de matières fertilisantes pour permettre leur intégration correcte au sol ; - à la même époque de l'année que la première analyse et au même point de prélèvement. La norme NF X 31 100 (1992) est réputée répondre aux obligations d'échantillonnage.	11/06/2018	Non concerné	15/02/2023	
			<b>6.3. Méthodes d'échantillonnage et d'analyse</b>	Méthodes de préparation et d'analyse des sols : Les méthodes de préparation et d'analyse des sols doivent être fiables et reproductibles.	11/06/2018	Non concerné	15/02/2023	



N°	Titre	Sur titre	Articles	Exigences	Modification	Etat de conformité	Date dernière sauvegarde	Commentaire / constats
				Echantillonnage des effluents et des déchets : Les méthodes d'échantillonnage sont adaptées en fonction des caractéristiques du déchet. Elles doivent être fiables et reproductibles. Les normes suivantes sont présumées répondre à ces deux obligations : - NF EN 12579 (2013) : amendements organiques et support de culture - échantillonnage ; - NF U 44-108 (1982) : boues des ouvrages de traitement des eaux usées urbaines, boues liquides, échantillonnage en vue de l'estimation de la teneur moyenne d'un lot ; - NF U 42-051 (1968) : engrais, théorie de l'échantillonnage et de l'estimation d'un lot ; - NF U 42-053 (1979) : matières fertilisantes, engrais, contrôle de réception d'un grand lot, méthode pratique ; - NF U 42-080 (1981) : engrais, solutions et suspensions ; - NF U 42-090 (1983) : engrais, amendements calciques et magnésiens, produits solides, préparation de l'échantillon pour essai. La procédure retenue doit donner lieu à un procès-verbal comportant les informations suivantes : - identification et description du produit à échantillonner (aspect, odeur, état physique) ; - objet de l'échantillonnage ; - identification de l'opérateur et des diverses opérations nécessaires ; - date, heure et lieu de réalisation ; - mesures prises pour freiner l'évolution de l'échantillon ; - fréquence des prélèvements dans l'espace et dans le temps ; - plan des localisations des prises d'échantillons élémentaires (surface et profondeur) avec leurs caractéristiques (poids et volume) ; - descriptif de la méthode de constitution de l'échantillon représentatif (au moins 2 kg) à partir des prélèvements élémentaires (division, réduction, mélange, homogénéisation) ; - descriptif des matériels de prélèvement ; - descriptif des conditionnements des échantillons ; - condition d'expédition.	11/06/2018	Non concerné	15/02/2023	
			<b>6.3. Méthodes d'échantillonnage et d'analyse</b>					
			<b>6.3. Méthodes d'échantillonnage et d'analyse</b>	Méthodes de préparation et d'analyse des déchets : La norme NF U 44-110 (1982) relative aux boues, amendements organiques et supports de culture est réputée répondre aux obligations d'échantillonnage. La méthode d'extraction qui n'est pas toujours normalisée doit être définie par le laboratoire selon les bonnes pratiques de laboratoire. Les analyses retenues peuvent être choisies parmi les listes ci-dessous, en utilisant dans la mesure du possible des méthodes normalisées pour autant qu'elles soient adaptées à la nature du déchet à analyser. Si des méthodes normalisées existent et ne sont pas employées par le laboratoire d'analyses, la méthode retenue devra faire l'objet d'une justification. voir tableaux	11/06/2018	Non concerné	15/02/2023	
			<b>6.3. Méthodes d'échantillonnage et d'analyse</b>	Analyses sur les lixiviats : Elles peuvent être faites après extraction ou sur colonne lysimétrique et portent sur des polluants sélectionnés en fonction de leur présence dans le déchet, de leur solubilité et de leur toxicité. Les méthodes d'analyses recommandées appartiennent à la série des NFT 90 puisqu'il s'agit des solutions aqueuses.	11/06/2018	Non concerné	15/02/2023	
				<b>Les dispositions ci-après sont applicables aux installations existantes selon le calendrier suivant :</b> <b>1er janvier 2019 :</b> Article 1er Article 2 Article 3 Article 4 Article 10 Article 12 Article 21 Article 22, sauf 1er point Article 23, sauf 2e alinéa Article 24 Article 25 Article 26 <b>1er juillet 2019 :</b> Article 9, sauf 4e point et système de détection automatique prévu au 5e point Article 13 Article 15, 1er alinéa Article 16 Article 17 Article 18 Article 19 Article 20 <b>Les dispositions ne figurant pas dans le tableau ci-dessus ne sont pas applicables aux installations existantes.</b>		Pour information	15/02/2023	
		Annexe 2	<b>DISPOSITIONS APPLICABLES AUX INSTALLATIONS EXISTANTES</b>		11/06/2018			

Conforme  
Partiellement conforme  
Non conforme  
A Vérifier  
A surveiller  
Pour information  
Non concerné